

CONGO

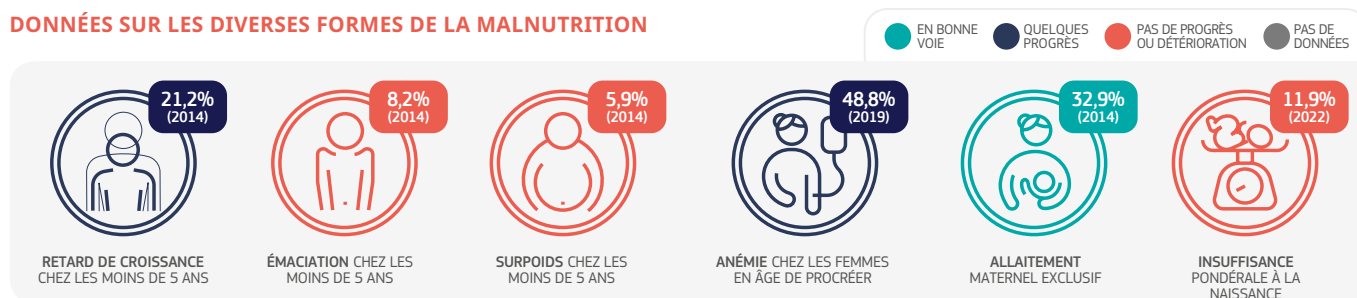
Situation nutritionnelle au Congo

EN RÉSUMÉ

La population du Congo était estimée à 6 millions en 2023 et devrait atteindre 7 millions en 2030¹. Bien que des progrès aient été réalisés en termes de malnutrition chronique², le phénomène reste largement répandu, touchant plus d'un enfant de moins de cinq ans sur cinq. De la même manière, la prévalence de la malnutrition aiguë reste régulièrement au-dessus des niveaux d'alerte fixés par l'OMS et près de 50 % des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie. En parallèle, la prévalence du surpoids et de l'obésité augmente de façon exponentielle³. Bien que l'économie du Congo soit fortement spécialisée dans le secteur agricole, celui-ci est caractérisé par une faible productivité qui oblige le pays à importer

près de 70 % de la nourriture consommée⁴. La grande majorité de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire (88 %)⁵ et une infime partie (8 %)⁶ a accès à une alimentation saine et équilibrée. Les inégalités de genre sont importantes et pèsent lourdement sur les indicateurs de nutrition⁷. Le coût humain exorbitant de la malnutrition, qui représente le premier facteur de risque en termes de décès et d'incapacité combinés⁸, justifie des investissements importants dans les secteurs contributifs. Malgré quelques engagements en faveur de la nutrition, les actions du gouvernement en la matière sont mal coordonnées et restent très dépendantes de l'aide des partenaires.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

- En 2013, le Congo a rejoint le mouvement SUN.
- En 2015, adoption du Cadre stratégique de lutte contre la malnutrition à l'horizon 2025 et en 2016 du Plan opérationnel correspondant.
- En 2018, l'Alliance parlementaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle est lancée et prend l'engagement d'améliorer le cadre législatif lié à la nutrition.
- Un projet de décret portant sur la création du Conseil National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle a été rédigé en partenariat avec les acteurs du secteur mais celui-ci n'a pas encore été promulgué et le pays n'a à ce jour pas de mécanisme de coordination multisectorielle. En conséquence, les différents textes juridiques et actions relevant de la nutrition manquent de coordination.
- En 2021, le Congo a organisé avec succès l'atelier de lancement de la Stratégie 3.0 et a adopté la feuille de route 2021-2025 du Mouvement SUN.
- En 2021, le Réseau de la société civile SUN, des parlementaires et du secteur privé ont été lancés.
- La fortification du sel et de la farine de blé est obligatoire depuis 2004 et 2013 respectivement.

Soutien de l'UE

Les domaines d'intervention de l'Union européenne au Congo incluent:

Développement local

Développement des filières agricoles, piscicoles et d'élevage.

Accès à l'eau potable des populations rurales.

Amélioration de la gestion et des conditions de vie des villes secondaires.

Social et santé

Accès à des services de santé de qualité, à des tarifs accessibles.

Environnement

Gouvernance forestière pour une gestion durable des écosystèmes forestiers, et préservation de la biodiversité, lutte contre le braconnage et développement de l'écotourisme.

Gouvernance et justice

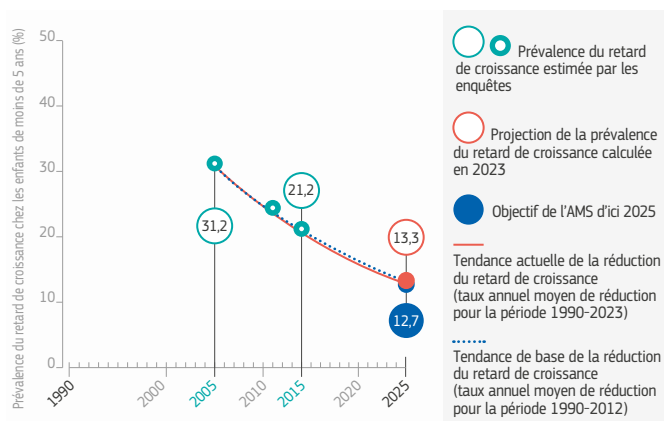
Protection des personnes les plus vulnérables et promotion d'une démocratie participative et représentative.

Économie et commerce

Essor de l'entrepreneuriat, développement du secteur formel, soutien aux TPE et PME. Création d'emplois par une diversification de l'économie et des activités commerciales.

Marché régional intégré et mesures d'accompagnement de l'APE.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Le Congo a connu une baisse constante de la prévalence du retard de croissance au cours de la dernière décennie. Du fait de la croissance de la population, le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant de retard de croissance n'a que très faiblement diminué, passant de 4,01 % en 2012 à 4,18 % en 2022. Si cette tendance se poursuit, le nombre d'enfants touchés par le retard de croissance en 2025 devrait atteindre 116 000.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020

Il n'y a pas eu d'investissements sensibles à la nutrition comme définis par la méthodologie SUN financée par l'enveloppe nationale de l'UE sur la période 2014-2020. L'UE a conclu en décembre 2022 un accord avec l'Agence Française de Développement pour la mise en œuvre d'un programme doté d'une enveloppe de 15 millions d'euros visant à renforcer le secteur agricole et à promouvoir les techniques de production climato-intelligentes et à zéro-déforestation.

En outre, dans le cadre du programme d'action annuel 2023, la délégation de l'Union Européenne au Congo prépare la formulation d'une enveloppe d'environ 15 millions d'euros pour appuyer la transition économique verte et améliorer la gouvernance économique du pays. Une partie significative de ce budget sera dédiée à la diversification de l'économie, en mettant l'accent sur l'agriculture et les systèmes agro-alimentaires responsables et durables⁹.

Planification pour la nutrition 2021-2027

Au sommet N4G (2021), le Gouvernement a pris de nombreux engagements pertinents en matière de nutrition (c.f. N4G Compact et son annexe), et notamment de renforcer les financements du plan multisectoriel de la nutrition. Au sommet UNFSS (2021), la feuille de route nationale fixe comme objectif à l'horizon 2030 la création de systèmes alimentaires durables et résilients permettant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. L'UE entend lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Congo en renforçant la productivité du secteur agro-industriel et en réduisant la dépendance du pays aux importations alimentaires qui expose les communautés les plus pauvres à des chocs de prix importants. Une approche coordonnée avec les actions des Etats Membres est proposée dans le cadre de l'Equipe Europe «Partenariat pour les forêts¹⁰» qui souligne la nécessité de protéger les ressources naturelles du pays via la promotion de pratiques agricoles responsables et durables.

Les actions de l'UE dans ce cadre visent à encourager l'adoption de techniques de production efficaces permettant la création d'emplois décents et la mise sur le marché de produits alimentaires sains et diversifiés pour tous. L'UE entend renforcer la qualité du dialogue public-privé afin d'améliorer le climat des affaires et encourager les investissements productifs dans les secteurs agro-industriels. Des actions visant à élargir l'offre de formations professionnelles et l'accès à des produits financiers adaptés pour les opérateurs des filières alimentaires sont également prévues. En outre les entreprises proposant des innovations technologiques basées sur le numérique seront appuyées dans leur démarche afin de réduire les coûts de production et ainsi permettre la mise sur le marché de produits alimentaires abordables pour tous.

Afin de préserver les capacités productives du pays sur le long terme, la conservation des ressources naturelles et la protection des services écosystémiques du pays revêtant un intérêt particulier pour la production alimentaire seront au cœur des actions de l'UE. Les stratégies de développement du secteur agricole intégreront l'adoption de techniques d'intensification agroécologique des cultures ne nécessitant pas d'accroître les surfaces cultivées afin de préserver les zones forestières du pays qui représentent une richesse biologique inestimable.

1 - World Population Prospects données estimées de janvier 2023

2 - La prévalence a baissé de 10 points de 2005 à 2014

3 - Touchant près de 40% des femmes Données Global Nutrition Report

4 - Donnée PAM

5 - Donnée FAO

6 - Donnée Our World in Data

7 - Avec une valeur de 0,621, le pays se trouve en 158e position sur 166 dans le classement de l'indice d'inégalité des genres Donnée UNDP 2022.

8 - Donnée du Institute for Health Metrics and Evaluation

9 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.

10 - Avec la France et l'Allemagne